

**CENTRE BENINOIS POUR LE DEVELOPPEMENT DES
INITIATIVES A LA BASE (CBDIBA)**

BP : 256 Bohicon Tél : (229) 22 51 10 96 / 22 51 06 35

Fax : (229) 2251 07 33 E-mail : cbdiba@intnet.bj



RAPPORT D'ACTIVITES 2007

Bohicon, Décembre 2007

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	03
I- Présentation du CBDIBA	03
II- Principaux volets du rapport	07
II-1 Les activités régaliennes du CBDIBA	07
II-2 Projets et programmes	10
	27
CONCLUSION	28

INTRODUCTION

La république du Bénin fait partie des pays les plus pauvres du monde. En effet, un tiers de sa population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. Cette dernière, au sens large est, au Bénin, plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain et notamment chez les femmes.

Les efforts faits par l'Etat béninois pour promouvoir le développement humain durable sont principalement axés sur : l'entreprise politique du processus démocratique depuis l'année 1990 ; les études nationales de perspectives à long terme (Bénin 2025 Alafia) et le document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR).

La consolidation de la démocratie a permis le démarrage du processus de la réforme de l'administration territoriale marqué par un seul niveau de déconcentration (le département) et un seul niveau de décentralisation (la commune).

La décentralisation au Bénin a pour objectif principal : la promotion de la démocratie à la base et le développement local ; ce qui induit nécessairement la participation de tous les citoyens au développement communautaire. Partout, chaque collectivité locale doit assurer son auto développement. Désormais, les interventions doivent être orientées de façon à rendre dynamique et efficace les institutions locales afin d'induire le développement économique social et de réduire la pauvreté. Mais les stratégies ont très tôt, montré leur limite car le niveau de vie, surtout social du Béninois moyen s'est empiré et les communautés vivent encore dans la précarité.

Pour surmonter les difficultés liées à cet état de chose, les Agents non étatiques (ANE) s'investissent aux côtés des pouvoirs publics dans cette lutte acharnée contre la pauvreté à travers des actions qui visent essentiellement l'amélioration des conditions de vie des Citoyens.

Au nombre de ces organisations de la société civile figure le CBDIBA qui s'est engagé depuis 1990 dans l'appui aux communautés rurales à travers des programmes et projets de développement en vue d'accompagner les bénéficiaires de ces actions dans leur processus d'autonomisation.

Au cours de l'année 2007 des activités ont été menées conformément au programme établi et cahiers de charges des différentes prestations de services.

Le présent rapport résume ce qui a été fait au cours de cette période et s'articule autour des points suivants :

I- PRESENTATION DU CBDIBA

1 Fiche signalétique

Dénomination juridique complète :	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base
Acronyme :	CBDIBA
Statut juridique :	ONG
Adresse officielle:	Bohicon
Adresse postale :	BP 256 Bohicon - Bénin
Personne de contact :	Patrice LOVESSE, Directeur général Simplice AMAGBEGNON, Directeur exécutif
N° de téléphone :	+229 22 51 04 85 / 22 51 06 35
Courrier électronique :	cbdiba@intnet.bj

2 Création et organisation

Le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA) est une Organisation Non Gouvernementale qui appuie les Organisations Paysannes, les Groupements Féminins et les Communautés Rurales dans leur processus de développement durable.

Il est créé le 13 Septembre 1990 et enregistré au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale le 12 Février 1991, sous le numéro : 91/017/MISPAT/DAI- Assoc. Il est également reconnu comme association d'utilité publique par décret N°2003-162 du 16 Mai 2003

Ses organes de gestion sont :

- l'Assemblée Générale
- le Conseil d'Administration (5 membres)
- la Direction Exécutive qui s'appuie sur cinq Antennes Régionales.

Le CBDIBA se trouve à Bohicon, quartier Saclo, route de Cotonou, non loin de la scierie de l'ONAB.

2-1 But

Le but poursuivi par le CBDIBA est d'appuyer les Organisations Paysannes, les Groupements Féminins en particulier et les Communautés Rurales en général pour leur véritable Auto-Promotion.

2-2 Objectifs

Assurer une formation appropriée aux membres des organisations paysannes prises en charge et les appuyer pour la réalisation de leurs objectifs : infrastructures socio-économiques et communautaires, activités génératrices de revenus, développement des micro-entreprises, renforcement des capacités et toutes autres activités capables de donner une impulsion au processus de développement durable.

2-3 Domaines d'intervention

Le CBDIBA intervient dans les domaines ci-après :

- la formation ;
- l'alphabétisation fonctionnelle et le français fondamental ;
- la Micro-finance et la Promotion des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Auto-gérées (CAVECA) ;
- La promotion de micro-entreprises ;
- Santé primaire, la planification familiale, la nutrition et l'assurance santé ;
- l'Education au droit et Assistance Judiciaire ;
- la protection de l'environnement ;
- développement communautaire intégré
- la recherche-action, les études, les conseils et les conceptions ;
- l'appui au OSC

3 Approche méthodologique

L'approche stratégique et méthodologique d'intervention du CBDIBA consiste à amener les Organisations Paysannes à apprécier elles-mêmes leurs conditions de vie et de travail, à découvrir leurs potentialités exploitables, puis à s'engager dans une analyse de situation qui leur permet de dégager un certain nombre de priorités de développement qu'elles traduisent en terme d'activités dont la mise en œuvre fait appel à des appuis extérieurs négociés et complétés par leurs propres apports.

4 Zones d'intervention

Le CBDIBA intervient dans dix (10) Départements Administratifs sur les douze (12) que compte le Bénin à savoir : **le Zou, les Collines, le Mono, le Couffo, l'Atlantique, le littoral, le Borgou l'Atacora, l'Alibori, la Donga** Toutefois, il mène des actions ponctuelles dans les autres Départements par l'entremise du **CONAFERBE**.

5 Bénéficiaires

- Organisations paysannes (UCP, UDP, groupements d'artisans, etc) ;
- Jeunes ruraux, déscolarisés et diplômés sans emploi;
- Groupements de Femmes ;
- Les communautés villageoises ;
- Les organisations de la société civile;
- Les pouvoirs publics.

6 Autonomisation du CBDIBA

En vue d'accroître sa capacité d'intervention et surtout assurer son autonomie, le CBDIBA a mis en place un mécanisme de mobilisation de ressources axé sur la création d'unités économiques génératrices de revenus destinés au fonctionnement de la structure et au financement de ses activités. C'est dans cette optique qu'il a été créé le CIFAP, la ferme –école de willy, le CBESS et le CEPAM.

Cette politique d'autonomisation se concrétise progressivement et déjà le CBDIBA envisage pour l'année à venir un mécanisme de consolidation du processus en cours afin que cette politique s'enracine d'avantage.

PRINCIPAUX VOLETS DU RAPPORT

Le rapport d'activités 2007 comporte huit principaux volets à savoir :

- le actités régaliennes du CBDIBA (alphabétisation)
- Programme de développement Communautaire Intégré ;
- Programme d'appui au Associations de Micro-Assurance en Santé Communautaire ;
- Le Programme pour des Organisations de la Société Civile Appuyées et renforcées (OSCAR
- Projet de développement de la ferme- école de Willy ;

II- LES ACTIVITES REGALIENNES DU CBDIBA.

L'ALPHABETISATION

L'analphabétisme est l'un des véritables maux qui minent le développement des communautés à la base. Le CBDIBA ayant à charge la mission d'accompagner les villages impliqués dans le programme de développement communautaire intégré (PDCI) a vu juste que, tant que les dirigeants d'une communauté ne saura pas lire, écrire Et calculer dans une langue donnée, et surtout dans sa langue locale, le développement ne peut être qu'un vain mot. C'est pour cela, et sur recommandation du partenaire qu'un programme d'activités d'alphabétisation a été établi sur une période de trois ans que doit durer encore ce programme.

Ainsi, après un parcours de 9 mois, le point de l'exécution de ces différentes activités programmées est fait avant de continuer avec celles de l'année 2008. Ce point est présenté dans le tableau ci-après qui fait la synthèse des activités

programmées pour 2007, celles réalisées et non réalisées, les résultats obtenus et les commentaires qui en découlent.

1- Point des activités menées

Activités programmées	Activités réalisées	Activités non réalisées	Résultats obtenus	commentaires
Supervision centres alphabétisation initiale	10 centres d'alphabétisation initiale ont été supervisés	-	7/10 centres ouverts ont pu conduire les cours jusqu'à terme	Les 3 centres éteints ne sont pas animés de bonne volonté comme les autres
Evaluation centres d'alphabétisation initiale	Les centres d'alphabétisation initiale ont été évalués	-	7 centres évalués. Inscrits total : 237 : H 164 ; F 73 ; testés T 234 ; H 162 ; F 72 alph T 217 ; H 151 ; F 66 ; échecs T 17 ; H 11 ; F 06 ; taux de réussite : 92,73 %	Ce taux est déterminé par rapport aux testés. Il faut dire que l'objectif n'est pas totalement atteint car, les vraies cibles sont minoritaires dans ce résultat
Formation des 14 animateurs de clubs de lecture	7 animateurs de clubs de lecture ont été formés	-	7 centres de clubs de lecture ont été ouverts dans les villages PDCI	7 formés au lieu de 14 pour raison d'inondation, ce qui n'a pas facilité l'accès des villages concernés.
Supervision des clubs de lecture	Les clubs de lecture ont été évalués	-	Tous les 7 clubs de lecture ont pu conduire les séances à terme	-
Evaluation des clubs de lecture	Les clubs de lecture ont été supervisés	-	7 centres évalués : inscrits : T 149 ; H 123 ; F 26 ; testés T 113 ; H 96 ; F 17 admis T 101 ; H 88 ; F 13 taux de réussite 89,98 %	Les membres du CVD n'ont pas tous pris la chose au sérieux pour cette fois-ci
Installation de 10	-	Les	-	8 / 53 Insuffisance

bibliothèques dans les villages PDCI		bibliothèques n'ont pas été installées		d'ouvrage adéquat à exploiter.
Initiation des agents (CBDIBA et CEPAM) à la transcription de nos langues nationales	Les agents de CBDIBA ont été initiés à la transcription de nos langues nationales	-	11 agents ont été initiés et sont en mesure de transcrire dans nos langues nationales	Les agents de CEPAM n'ont pas été initiés parce qu'ils n'ont pas été disponibles.
Parution du journal gléssizogbin	Le journal a été fait et envoyé à l'imprimerie	-	Disponibilité d'un nouveau numéro du journal.	La lenteur de l'imprimeur a fait octobre, le journal n'est pas vite sorti.
Edition de documents de post-alpha	L'édition de documents de post-alpha a commencé	-	Disponibilité d'un document de calcul et d'autres sur la santé	Ces documents ne sont pas encore envoyés à l'imprimerie. Ils attendent d'être saisis.
Organisation de jeux concours	Un jeu concours a été organisé	-	<ul style="list-style-type: none"> - prise de conscience des communautés - 7 néo-alphabètes primés - 3 meilleurs villages primés - 3 meilleurs MAE primés 	L'organisation de ce jeu concours a fait que les communautés ont vu de nouveau la nécessité de s'alphabétiser
Recyclage de 20 MAE pour la campagne 2007 – 2008	-	Le recyclage n'est pas encore fait		L'identification des MAE est faite et la liste est disponible ; mais la formation est repoussée au mois de Janvier 2008 pour éviter les perturbations de fin d'année.

2 – Difficultés rencontrées :

Sur le terrain les responsables des communautés appuyées et qui doivent suivre les cours d’alphabétisation ne sont pas réguliers.

Les raisons qui se dégagent sont nombreuses. Parmi celles-ci, il y a le manque de temps, de soutien pour faire face aux problèmes de subsistance familiale. Certaines personnes d’âge avancé éprouvent beaucoup de difficultés pour assimiler les cours. Le non démarrage à temps des activités d’alphabétisation de 2008.

3- Approches de solutions :

La mise à disposition de crédit que le CBDIBA a débuté en direction des PDCI constitue déjà un soulagement. S’agissant des personnes âgées, nous avons envisagé de ne pas leur forcer la main. Quant aux autres membres des CVD, nous renforcerons la campagne de sensibilisation en leur direction. Nous mettrons aussi tout en œuvre pour vite démarrer la campagne d’alphabétisation.

4- Impacts de l’action de l’alphabétisation sur les communautés à la base :

A la suite des activités d’alphabétisation au cours de la campagne écoulée, les responsables alphabétisés ont démarré la rédaction des rapports de réunion, de même que l’utilisation des cahiers de gestion dans les langues nationales.

5– Leçons à tirer :

L’autonomisation des villages PDCI ne pourra être effective que lorsque ces derniers auraient pris au sérieux les activités d’alphabétisation.

6 – Formations (au niveau des communautés appuyées et du personnel du CBDIBA)

Thèmes de formation	Période	Lieux	Nbre de personnes	Observations
Initiation à la transcription de nos langues nationales	Décembre 2007	CBDIBA	11	C'est une partie du personnel du CBDIBA qui a été prise en compte pour des raisons de disponibilité
Formation des maîtres d'alphabétisation à la méthodologie d'enseignement aux adultes	Octobre 2006	CBDIBA	20	
Formation des animateurs de clubs de lecture		CBDIBA	07	

7- Perspectives :

Pour les prochaines campagnes nous devons tout mettre en œuvre pour que les objectifs visés soient atteints. Pour cela nous devons entreprendre les formations à temps.

Renouvellement du concours d'alphabétisation en vue de récompenser les meilleurs néo-alphabètes, les meilleurs centres d'alphabétisation.

L'alphabétisation au cours de cette année 2007, bien que les objectifs ne soient pas totalement atteints, a fait que beaucoup de choses ont commencé par changer au sein des communautés impliquées dans le PDCI.

Pour que ces objectifs puissent être atteints au moins à 95 %, il va falloir que l'alphabétisation soit comme elle l'était depuis pour CBDIBA, la première condition de collaboration avec n'importe quelle structure. Il faut aussi signaler que le jeu concours organisé dans ces villages et qui a dégagé des lauréats qui ont été primés a fait que un début de prise de conscience s'observe dans ces localités qui sont pressées elles-mêmes pour le démarrage de la campagne 2007 – 2008.

Notons aussi qu'en dehors des difficultés liées à l'irrégularité des apprenants dans les centres et aux perturbations dues aux activités des travaux

champêtres, la campagne d’alphabétisation 2007 s’est déroulée sans incident majeur.

III- PROJETS ET PROGRAMMES

III- 1 Programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI)

Le Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la base (CBDIBA) exécute en partenariat avec EED depuis avril 2005 un programme de Développement Communautaire Intégré (PDCI). Après la phase pilote qui a pris fin au début de l’année 2007, la deuxième phase dite de consolidation a démarré avec l’adoption d’un plan d’autonomisation des villages PDCI. Ce plan dont la finalité est de conduire les communautés à la base à leur autonomie au bout de (3) ans d’accompagnement a prévu plusieurs actions dont la réalisation au cours de l’année 2007 se présente comme suit :

III-1-1 Point des activités réalisées :

Activités programmées	Etat de réalisation	Résultats obtenus	Observations
Informer les populations sur le démarrage de la deuxième phase du programme et de son contenu	réalisé	Les populations des 10 villages appuyés sont informées sur le démarrage effectif du programme et son contenu	
Sensibilisation et conscientisation des populations sur l’auto prise en charge des actions	réalisé	Les populations prennent de plus en plus conscience de ce qu’elles sont les seuls responsables de leur propre développement notamment à travers la mise en œuvre des plans d’autonomisation villageois.	
Rappel des rôles et responsabilités des CVD	réalisé	Les membres des CVD connaissent leur rôles et responsabilités	
Appuyer les CVD à l’élaboration des plans d’autonomisation	réalisé	Tous les villages PDCI disposent de leur plan d’autonomisation	
Formation des responsables AMASCO	réalisé	2 animateurs par village disposent de relais	

et des animateurs en santé communautaire		communautaires en santé soit 20 au total.	
Faire des suivis appui, conseils aux animateurs endogènes et aux paysans dans les champs	réalisé	- 20 conseillers agricoles ont été suivis dans les champs de soja et prodigué des conseils aux agriculteurs - les animateurs endogènes ont accompagné le CVD dans l'organisation des réunions.	
Institutionnaliser les réunions mensuelles au niveau des CVD	réalisé	Les CVD disposent de leur calendrier de réunions mensuelles et le respecte.	
Appuyer les CVD à l'élaboration et mise à disposition de manuels de gestion des activités, des infrastructures et équipements.	Non réalisé		
<p>Renforcement de la campagne d'alphabétisation et de l'apprentissage du français fondamental :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de 10 centres d'alpha initial - Formation de 10 animateurs de club de lecture. - organisation de jeux concours d'alphabétisation - Lancement et supervision des clubs de lecture. - Collecte, sélection, rédaction et saisie des articles du journal "GLESSIZOGBIN" - Installation de bibliothèques dans les villages PDCI - Recyclage des maîtres 	réalisé	<ul style="list-style-type: none"> - Les MAE ont animé les centres d'alphabétisation - l'alphabétisation a renforcé la capacité organisationnelle des CVD qui d'ailleurs n'éprouvent aucune difficulté à élaborer les rapports de leurs activités en langues locales. <p>Des clubs de lecture ont été lancés et supervisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Journal en langues « Glésizogbin » a paru dans trois principales langues locales 	

alphabétiseurs endogènes (MAE)			
Actualiser les études socio économiques	réalisé	Chaque village dispose d'un rapport d'étude socio économique actualisée	
Identifier les activités à financer	réalisé	Les activités à financer par village sont connues	
Sensibiliser les communautés sur l'épargne crédit et les mécanismes de mobilisation de ressources financières	réalisé	Les communautés sont informées de l'importance de l'épargne crédit et les mécanismes de mobilisation de ressources financières et les groupes porteurs de projets sont connus.	
Financer les activités retenues	Réalisé	Les AGR porteuses ont été financées	
Former les vétérinaires endogènes	réalisé	20 vétérinaires endogènes ont été formés	
Appuyer la production du soja	275kg de soja ont été semés et suivis	Des semences de soja ont été fournies aux producteurs qui en ont exprimé le besoin. Les 275kg de soja semés ont donné un rendement de 5,34 tonnes.	
Organisation d'une visite d'échange à Béléfoungou	Réalisé	Une visite d'échange a été organisée à Béléfoungou dans la zone de DEDRAS sur le développement des AGR	
Reboisement de deux hectares de teck	réalisé		
Sensibiliser les différents comités et organisations existant sur les valeurs socio-culturelles et leur rôle dans le processus de développement du village (Organisation de causeries sur l'importance de la solidarité, la scolarisation et le maintien des filles à l'école, hygiène et	Réalisé	Les communautés adhèrent à la philosophie du programme. (N'en témoigne pour preuve, le taux d'inscription des filles à l'école très élevé au cours de la prérentrée du 14 septembre 2007)	

soins de santé primaire, l'alimentation équilibrée des enfants, les méfaits des mariages forcés et le planning familial			
Organisation de 20 séances de sensibilisation par les parajuristes sur : la qualification des infractions courantes, le code des personnes et de la famille, Les lois sur la décentralisation, la participation citoyenne à travers le contrôle citoyen de l'action publique	réalisé	- Les communautés sont informées sur les droits et devoirs courants - les bénéficiaires ont une connaissance sommaire du code des personnes et de la famille.	
appuyer la réalisation de mobiliers pour les salles de réunion	réalisé	Les salles de réunion des villages sont équipées	
mettre en place des comités de gestion pour chaque infrastructure	réalisé	Des comités de gestion ont été mis en place	
appuyer l'élaboration des manuels de gestion des infrastructures	Non réalisé		Cet écart se justifie par le fait que les manuels ne sont pas encore finalisés
appuyer l'élaboration des fiches de suivi et d'évaluation	Non réalisé		les fiches ne sont pas encore finalisées
organiser des séances d'auto évaluation de la mise en œuvre des actions programmées	réalisé	les responsables CVD évaluent l'évolution des activités programmées	

III-1-2 des difficultés et approches de solutions

Difficultés

- **Celles relatives aux communautés**

Les difficultés relatives aux communautés dans ce processus de transfert de compétences, ont pour nom : fort taux d'analphabétisme, l'accumulation de rôles au niveau des quelques personnes lettrées, la difficulté pour ces derniers d'être efficaces partout, le faible niveau de revenu etc.

Les communautés, toujours préoccupés par la pitance quotidienne ne respectent pas les heures des réunions. Des réunions ou des séances de sensibilisations sont souvent avortées surtout pendant la saison des pluies. Les différents comités prennent de bonnes décisions lors des réunions mais l'exécution est tardive.

- **Les intempéries**

Une autre difficulté ayant affecté les activités est l'inondation liée à la forte pluie de cette année ; ce qui a provoqué la destruction de certains champs, la démolition des maisons et des pertes en vies humaines. Les pistes donnant accès à certains villages (Kpokpa et zounlèdji par exemple) sont devenues impraticables en périodes pluvieuses.

- **Celles relatives à la mise en œuvre du projet**

Ici nous notons le caractère bénévole des animateurs endogènes qui crée en leur sein la démotivation, l'impossibilité de satisfaire tous les besoins

III-1-3 Approches de solutions

La seule alternative trouvée et appliquée est celle de promouvoir les activités d'alphabétisation et de mettre en place un mécanisme de motivation des animateurs endogènes.

En ce qui concerne les activités agricoles il faudra développer les cultures, sur les superficies non inondables afin de surmonter les méfaits d'une forte pluviométrie.

Il faudra évoluer au rythme des communautés accompagnées tout en impulsant un dynamisme à leur activité à travers l'intensification de leurs activités pendant la saison sèche.

Sensibiliser les communautés à promouvoir les AGR porteuses d'avenir et les appuyer techniquement et financièrement. Amener les populations à mettre en place des cultures pérennes pouvant générer de revenus pour les villages concernés afin de faciliter la participation aux investissements.

III-1- 4 des impacts des actions

Les impacts ne sont pas encore perceptibles. Cependant, la population évoque une amélioration sensible des capacités économiques des femmes avec pour corollaire la cohésion au sein des couples et une motivation à participer aux actions communautaires. Nous pouvons donc remarquer que :

- L'esprit de solidarité et d'entraide se développe
- La plupart ont acquis de nouvelles connaissances
- L'intéressement à la chose publique se développe
- l'existence dans le village de structures capables d'impulser le développement, qui connaissent leurs rôles et les jouent autant qu'ils le peuvent
- la mobilisation à temps des différentes contributions dans cadre réalisation infrastructures programmées
- la mobilisation de la population autour des actions communautaires
- l'institution de réunions périodiques au niveau de chaque comité
- le développement des AGR
- la création de plusieurs groupements
- l'habitat est plus propre
- l'existence dans les trois villages de salle de réunion équipée.

Par ailleurs, la plupart des individus a pris conscience que :

* leur village ne peut se développer que par eux, pour eux et à partir d'eux

- * la planification de toute action doit tenir compte des ressources disponibles
- * le financement des actions de développement doit être avant tout endogène
- * ils doivent se mettre ensemble pour promouvoir le développement de leur village

III-1- 5 Analyse des résultats et des impacts du programme

L'analyse des résultats et impact nous permet de dire que la mise en œuvre du programme a permis l'atteinte de plusieurs résultats qui ont induit des changements dans les villages d'intervention.

Cependant de l'analyse comparative des résultats et des objectifs du programme, il ressort que par rapport aux réalisations physiques, nous nous retrouvons à un taux de réalisation qui avoisine les 85%. Par contre s'agissant du changement de comportement qui devrait normalement passer par la responsabilisation et l'appropriation des actions communautaires par les communautés, gage de la pérennité effective du programme, on a comme **l'impression que pour le moment rien n'a encore bougé**. On note malgré les changements constatés au niveau des mentalités, l'indifférence et l'absentéisme de certains responsables alors qu'ils sont censés impulser le développement. Mieux on se rend compte qu'aujourd'hui au lieu que le taux de participation aux réunions ne croisse, il régresse. On ressent une démotivation flagrante au niveau des communautés. Cette situation qui nous éloigne de l'objectif principal du programme qu'est le changement de comportement et l'auto développement, interpelle la conscience de tous les intervenants. Nous avons donc l'obligation de rechercher les causes fondamentales de cet état de choses afin d'apporter les mesures correctives nécessaires.

Peut être est-il trop tôt de l'affirmer car le changement de comportement est un processus de longue haleine. Mais nous nous sommes permis au niveau de l'antenne de formuler certaines hypothèses que voici :

- ils n'existent pas dans le village des personnes de niveau capable de prendre réellement la relève du CBDIBA ;

- les responsables des différents comités mis en place et animateurs endogènes avaient cru que le CBDIBA allait les motiver ;
- les fréquences de nos réunions ne conviennent pas aux communautés ;
- les absences aux réunions se justifient par le fait que les populations n'ont pas encore toutes pris conscience de ce que le projet leur apporte.

III-1-6 Point 5 des leçons à tirer

Eu égard à tout ce qui précède, nous pouvons retenir que :

- le changement de comportement est un processus complexe et long qui est contraignant tant pour les communautés que pour les structures d'appui. Il nécessite donc de la part des structures d'appui, patience, persévérance, temps, disponibilité et tact.
- le transfert de compétence gage d'une véritable responsabilisation des communautés, passe inéluctablement par l'alphabétisation des bénéficiaires.
- l'adhésion et la participation des communautés sont des conditions sine qua non à la promotion de tout processus de développement auto centré.

III-1-7 Point des formations et mission

Formation

- Au niveau du personnel

Au cours de cette année, le personnel de l'antenne a reçu deux formations. La première sur le thème "formation des formateurs" et la seconde sur la transcription

- Au niveau des communautés

A ce niveau plusieurs animateurs endogènes ont reçu des formations chacun dans son domaine spécifique. Il s'agit des animateurs de santé

communautaire, les vétérinaires endogènes, les maîtres d'alphabétisation et les conseillers agricoles.

Mission

L'antenne zou n'a reçu ni effectué de façon spécifique de mission au cours de cette année.

III-1-8 Perspectives

Pour l'année 2008, nous nous évertuerons à renforcer le processus de transfert de compétences et de responsabilisation amorcé au cours de 2007. Nous mettrons également un accent particulier sur le développement des activités économiques et sur la réalisation des infrastructures socio économiques programmées.

Nous apporterons enfin nos appuis à tous les responsables des autres volets spécifiques (alphabétisation, AMASCO, Ferme, éducation au droit).

D'une manière globale, les activités menées au cours de cette année, ont permis d'actualiser les études socio économiques dans tous les villages, d'appuyer les planificateurs dans le processus d'élaboration des plans d'autonomisation de leur village respectif, de poursuivre la sensibilisation des membres des différents comités et de les rendre dynamiques, d'apporter des appuis aux animateurs endogènes, d'identifier et de financer des activités économiques porteuses, de réaliser des mobiliers.

Ces actions ont induit surtout des changements au niveau des animateurs endogènes qui ont amorcé l'appropriation de leurs rôles.

Quant aux impacts, ils sont très peu perceptibles pour l'instant et le changement de comportement difficile à atteindre.

Ces résultats quoique encourageant ne doivent pas nous plonger dans une auto satisfaction. Nous nous devons de redoubler d'efforts afin que le changement de comportement devienne réalité dans nos villages d'intervention. Pour ce faire, nous nous devons de nous lancer dans un

processus de recherche – action permanente afin que des solutions appropriées soient trouvées aux difficultés que nous rencontrons actuellement.

III-2 Programme d'appui aux Associations de Micro-Assurances de Santé Communautaire (AMASCO).

La santé constitue l'un des besoins fondamentaux de l'Homme mais dont l'humanité ne bénéficie pas de manière équitable. Lorsque l'on examine l'Indice de Développement Humain, on se rend compte que celui des pays en voie de développement est généralement faible étant donné qu'il reste influencé par la santé qui est l'un des déterminants les plus importants. En dépit des efforts fournis par les pays africains depuis l'Initiative de Bamako en vue de corriger le tir, la demande des soins de santé reste caractérisée par un manque d'organisation des soins et une faiblesse notoire du taux de fréquentation des structures sanitaires. Face à cette situation préjudiciable, les Etats africains ont, dans leur majorité, fait appel aux Organisations Non Gouvernementales aussi bien locales qu'internationales. Etant un ardent défenseur d'un accès meilleur et plus juste aux soins de premier échelon ainsi que d'une gestion et d'un contrôle démocratiques de service de santé à travers le développement communautaire, ces organisations ont initié la création des structures de Micro-Assurance qui devraient permettre aux populations socialement et économiquement vulnérables de s'assurer contre les risques de la maladie et de l'exclusion sociale. C'est dans ce contexte que s'inscrit la vision du Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base depuis février 2004 lorsqu'il s'est engagé à accompagner les communautés dans la mise en place d'un système local de soins de santé d'où les Associations de Micro-Assurance pour la Santé Communautaire (AMASCO). Face aux défis d'ordre technique, financier et organisationnel auxquels elles sont confrontées et grâce à l'intermédiation du CBDIBA, ces AMASCO ont pu bénéficier depuis mars 2007 auprès de l'Agence de Coopération au Développement de Liège et du CGRI d'un appui en vue du renforcement de leurs capacités et de l'auto prise

en charge des soins de santé. Il s'agit, à travers le Projet d'Appui aux AMASCO, de renforcer les capacités des élus AMASCO mais aussi et surtout de garantir les soins de santé aux familles à travers la mise en place d'une articulation judicieuse entre micro-finance et Micro-Assurance santé communautaire.

Le présent rapport résume les activités menées dans les dix (10) AMASCO au cours de l'année 2007.

III-2-1 ACTIVITES REALISEES-RESULTATS OBTENUS-DIFFICULTES RENCONTREES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

III-2-1-1 ACTIVITES REALISEES ET RESULTATS OBTENUS

Les activités concernant les dix villages ciblés dans le cadre de la mise en œuvre du projet visent essentiellement le renforcement des capacités des différents organes mis en place à travers des sessions de formation, des suivis-conseils de proximité et la mise en place d'un système d'épargne et crédit avec des crédits d'appui facilitant une articulation entre micro-finance et assurance santé communautaire. Les activités réalisées et les résultats obtenus depuis le démarrage du projet sont résumés dans le tableau ci-dessous.

N°	Activités prévues	Etat de réalisation	Résultats obtenus	Observations
1	Prise de connaissance des AMASCO	Réalisée		-
2	Relevé des indicateurs T0	Idem	Des indicateurs ont été récoltés et sont disponibles.	Les indicateurs relevés ont, dans leur majorité, confirmé les résultats de l'étude diagnostique de mars 2007
3	*Formation de 2 élus par AMASCO et préparation des AGO	Idem	19 élus ont été formés sur les techniques d'organisation des AGO	-
4	Organisation des Assemblées	Idem	9 AGO ont été organisées dans 9 AMASCO	Setto avait déjà organisé son AGO

	Générales Ordinaires			un peu plus tôt avant le démarrage du projet
5	Impression des documents de gestion administrative et financière des AMASCO	Idem	Carnets d'autorisation de soins, Carnet d'adhésion, Cartes de membres, fiches individuelles de cotisation	Une partie des différents documents est remise aux 10 AMASCO en vue de prévenir les pertes et mauvaise tenue
6	Enregistrement de 5 AMASCO	Idem	04 dossiers ont été apprêtés et déposés pour enregistrement : Tokanmè-Kpodji, Gbozoun I Dogohoué Kpévidji	
7	*Tracer et remettre aux 10 AMASCO les documents de gestion administratifs et financiers	Idem	- 1 cahier de registre, 1 cahier de cotisation, 1 cahier de prise en charge, 1 cahier de compte, 1 cahier de point des crédits, 3 cahiers de réunions(CA, BE, CS), un cahier de crédits AGR	-
8	Suivi de la mise en œuvre des conventions entre AMASCO et Centres de Santé	Idem	Les 10 centres de santé conventionnés sont largement informés de la reprise des activités dans les AMASCO. Une franche collaboration est engagée entre les responsables du projet et les agents. Les 10 Centres de Santé sont visités mensuellement, les difficultés telles que le mauvais accueil des adhérents, la qualité des soins fournis, le complexe de supériorité de certains adhérents vis-à-vis des autres malades, la vente illicite des médicaments aux adhérents en état de grossesse par les sages femmes sont souvent	-

			analysées. Comme approche de solution, les adhérents malades sont systématiquement informés qu'ils doivent être exemplaires lors des soins, les sages femmes vendeuses illicites de médicaments ont pris l'engagement de ne plus récidiver car sensibilisées sur le contenu de la convention qui lie les AMASCO à leur structure surtout en ce qui concerne la qualité des soins fournis aux adhérents	
9	Signature de 5 conventions avec 5 Centres de Santé au profit des AMASCO qui ne disposent pas d'un contrat de collaboration	Idem	Toutes les 10 AMASCO possèdent actuellement des contrats de collaboration avec 10 centres de santé grâce aux 5 nouvelles conventions qui ont été signées : -Kpévidji, Loukpé, Dogohoué, Gbozoun I, Azonmè ont respectivement signé leur convention avec le Centre de Santé d'Adjahonmè, de Sahè, de Houétan, d'Agbangninzoun et de Kpokpa.	-
10	Appui au choix des animateurs de santé communautaire	Idem	20 animateurs de santé communautaire ont été identifiés sur la base des critères avec la participation des communautés.	-
11	Réalisation de 10 affiches pour l'identification des AMASCO	Idem	10 affiches ont été réalisées et distribuées aux 10 AMASCO	L'identification des places pour l'installation des affiches est en cours
12	Organisation des séances d'information et	Idem	Tous les BE sont mensuellement appuyés par l'animatrice et ou le	Il est à noter que certains responsables

	de sensibilisation sur les AMASCO (Bureaux AMASCO, Animatrice et Coordonnateur)		Coordonnateur. En moyenne, 8 BE sont appuyés mensuellement par l'animatrice et ou le Coordonnateur	AMASCO parviennent déjà à organiser ces séances sans l'appui des l'Animatrice ou du Coordonnateur
13	Acquisition des matériels de sensibilisation /boîtes à images, 360 pages au total	Idem	Au total, 420 pages ont été réalisées en vue de permettre aux Animateurs de bien animer les séances de sensibilisation.	-
14	Formation de 60 responsables élus sur la gestion administrative et financière des AMASCO (6/AMASCO) du 25 au 28 Juin 2007	Idem	58 responsables élus ont été formés (5 du BE et 1 du CS)	-
15	Formation de 20 Animateurs de Santé Communautaire sur le fonctionnement des AMASCO, le maintien du cadre de vie et les maladies courantes du 06 au 10 Août 2007	Idem	- 20 animateurs de santé communautaire ont été formés du 6 au 10 Août 2007	Ils doivent être appuyés dans leurs tâches de sensibilisation par le Coordonnateur ou l'Animatrice
16	*Auto évaluation assistée des AMASCO	Idem	Les causes du piétinement des AMASCO sont identifiées et des propositions de solutions ont été faites avec la participation des populations. Rapport disponible	Prendre en considération les résultats de cette étude
17	Réunions mensuelles avec 10 Bureaux Exécutifs AMASCO et récolte des indicateurs	Idem	Les 10 AMASCO tiennent régulièrement les réunions mensuelles, les indicateurs sont récoltés grâce à un tableau statistique	-
18	Réunions	Idem	Une réunion est faite	-

	hebdomadaires avec l'équipe du CBDIBA		entre l'Animatrice et le Coordonnateur, les travaux de la semaine sont définis et un planning est soumis aux autorités hiérarchiques	
19	Organisation de 20 séances mensuelles de sensibilisation (par zone sur hygiène, assainissement... la vie et le fonctionnement des AMASCO)	Idem	Après la formation d'août 2007, nous avons appuyé les animateurs de Santé Communautaire lors de certaines séances de sensibilisation sur les thèmes tels que : la vie et le fonctionnement des AMASCO, l'allaitement maternel exclusif et le sevrage, la prévention des maladies diarrhéiques, le contrôle des naissances et les avortements clandestins, la prévention du paludisme, ... En moyenne 18 animateurs sont appuyés par mois	-
20	Réalisation d'une étude socio économique (écrire les TDR et mettre en place l'étude)	Idem	Les TDR ont été rédigés et un socio-économiste a été identifié.	L'étude socio économique a accusé un retard de plus de 6 mois. Les crédits, s'ils étaient accordés aux populations en ces périodes de fête, pouvaient leur permettre d'avoir des revenus substantiels.
21	Choix des bénéficiaires du crédit : définition des critères de choix	Idem	Les critères sont définis avec la participation des membres AMASCO (surtout les membres des BE). Ces critères ont été harmonisés avec l'aide des Chefs d'Antenne et du Directeur Exécutif	-
22	Formation sur la gestion des crédits avec les bénéficiaires	Non réalisée	-	Cette situation est due au retard connu dans la mise en œuvre de l'étude socio-

				économique. Il n'est pas souhaitable de former sur la gestion des crédits dont les critères et conditions de mise en place ne sont pas encore élucidés. A défaut de réaliser une étude socio-économique.
23	Mise en place des crédits et outils de gestion	En cours	Les outils de gestion sont réalisés, mais la mise en place des crédits n'est pas encore faite	cette situation est due au retard connu dans la mise en œuvre de l'étude socio-économique
24	Suivi des crédits mis en place (avec l'appui des chefs d'antenne du CBDIBA)	Non réalisée	-	Le suivi dépend de la mise en place des crédits après l'identification des AGR à financer Attendre la mise en place des crédits AGR afin de démarrer le processus de suivi.

III-2-1-2- DIFFICULTES RENCONTREES ET APPROCHES DE SOLUTION

Les difficultés rencontrées se situent au niveau de certains élus AMASCO animés de mauvaises intentions. En effet, étant donné qu'ils n'ont pas trouvé des bénéfices par rapport à leur poste de responsabilité comme ils s'y attendaient à la création des AMASCO, certains membres n'ont pas répondu à nos premières rencontres c'est-à-dire au démarrage du Projet. Heureusement, ils ont été remplacés grâce aux Assemblées Générales Ordinaires.

Par ailleurs, le manque de formation des élus sur la gestion des AMASCO depuis leur création les a induits à de petites erreurs surtout financières que nous avons eu du mal à clarifier, c'est le cas de Dovogon dont le secrétaire sera jeté en prison à défaut de rétrocéder l'entièreté des fonds de l'**AMASCO**.

Grâce aux suivis appui dont les responsables bénéficient de la part des responsables du CBDIBA, les dérives financières sont actuellement limitées.

Difficulté de mobilisation des populations pour la sensibilisation de masse étant donné que les mois d'Avril, de Mai, de Juin et de Juillet constituent une période de la grande saison pluvieuse, donc d'intenses activités champêtres pour les communautés.

En outre, certains responsables ont des problèmes par rapport à leur jugement supplétif, ce qui a freiné un peu le processus d'enregistrement. Même si certains responsables ont la volonté de reprendre leur casier judiciaire, les grèves sans service minimum qui avaient cours dans le secteur judiciaire de notre pays ne nous ont pas permis de commander ces casiers judiciaires. Par conséquent, le processus d'enregistrement des AMASCO non encore reconnues étaient demeuré bloqué jusqu'à la reprise des activités dans le secteur judiciaire béninois. A Loukpé où le problème n'est pas encore résolu, des dispositions sont prises en vue de remplacer le responsable qui n'a pas de jugement supplétif.

La difficulté qui a la plus entravé l'évolution normale des activités au sein des AMASCO est relative à la réalisation de l'étude socio-économique qui, malheureusement a accusé 6 mois de retard. Des dispositions sont actuellement prises entre le CBDIBA et UniverSud-Liège afin que les crédits soient octroyés sur une base consensuelle.

Il convient toutefois de souligner qu'aucune difficulté majeure n'a été enregistrée en ce qui concerne les matériels de travail.

Blocus de la mise en place des crédits: Les outils de gestion sont réalisés, Il reste la mise en place des crédits ; cette situation est due au retard connu dans la mise en œuvre de l'étude socio-économique.

Blocus de la formation sur la gestion des crédits avec les bénéficiaires : Cette situation est due au retard connu dans la mise en œuvre de l'étude socio-

économique. Il n'est pas souhaitable de former sur la gestion des crédits dont les critères et conditions de mise en place ne sont pas encore élucidés.

Non effectivité du suivi des crédits mis en place : Le suivi dépend de la mise en place des crédits après l'identification des AGR à financer. Attendre la mise en place des crédits AGR afin de démarrer le processus de suivi.

III-2-2- CHANGEMENTS INDUITS PAR LES ACTIONS SUR LES COMMUNAUTÉS A LA BASE

Si la lutte contre la pauvreté est un engagement pour un développement durable, la prise en compte du secteur de la santé l'est davantage. Le projet d'appui aux AMASCO ayant dès le départ pris en compte certains paramètres favorables à l'adhésion massives des populations à l'auto prise en charge des soins de santé primaires, il est évident que sa mise en œuvre se solde par un succès encourageant. Ainsi, grâce à ce projet, les communautés ciblées ont compris l'importance de la prévoyance des maladies et surtout les mesures d'hygiène indispensables à la bonne santé. La reprise des activités à travers les cotisations, les adhésions, les réunions mensuelles et les séances de sensibilisation constituent des preuves tangibles. La formation des organes de gestion a permis de résoudre les problèmes organisationnels auxquels ces structures mutualistes sont confrontées. De même, les animateurs de santé communautaire organisent suivant la périodicité retenue, des séances de sensibilisation et de conscientisation des populations sur les règles d'hygiène et de santé ;

III-2-3- LEÇONS A TIRER

La reprise des activités et l'adhésion des communautés aux objectifs que le projet d'appui aux AMASCO s'est fixés ont permis de retenir que l'organisation de l'accès aux soins constitue une priorité aux groupes ciblés à la seule condition que ceux-ci soient suffisamment informés et sensibilisés. De nos jours, la maladie constitue de toute évidence l'une des premières causes de

paupérisation des communautés à la base. Quelles que soient les embûches, il importe donc de persévérer la sensibilisation et la conscientisation, car une lutte contre la pauvreté qui ignore royalement le secteur de la santé est une lutte vouée à l'échec.

III-2-4- FORMATIONS ET MISSIONS

FORMATIONS

Elles se sont déroulées tant au niveau des communautés qu'au niveau du CBDIBA.

N°	Thème de formation	Période	Lieu	Nombre de participants	Observations
1	Préparation et la tenue des Assemblées Générales Ordinaires au sein des Associations de CBDIBA pour la Santé Communautaire	27 Avril 2007	CBDIBA	19 sur 20 invités	La formation a eu lieu et les AGO ont été tenues
2	Gestion administrative et financière des AMASCO	25 au 28 Juin 2007	CBDIBA	58 sur 60 invités	Le contenu de la formation a été relayé au niveau des deux absents
3	Prévention des maladies courantes, le maintien du cadre de vie, la vie et le fonctionnement des AMASCO	6 au 10 Août 2007	CBDIBA	20 sur 20 invités	La formation s'est bien déroulée et les objectifs ont été atteints
4	Transcription en 'Adjagbé'	3 au 4 Décembre 2007	CBDIBA	4 sur 4 invités	La formation s'est bien déroulée et les objectifs ont été atteints

MISSIONS

Deux missions ont été reçues depuis le démarrage du projet, aucune mission n'a été effectuée à l'interne. Les informations sont résumées dans le tableau ci-dessus.

N°	Structure	Période	Lieu	Observations
1	UniverSud-Liège (Séverine Genon)	18 au 21 Juillet 2007	CBDIBA	Mission effectuée

2	AID-Kookari	27 au 28 Décembre 2007	CBDIBA	Mission effectuée
4	Projet Intégré de Santé Familiale (PISAF)	5 Juin 2007	CBDIBA	Mission effectuée
4	Cooperative Developpement Service	11 Juillet 2007	CBDIBA Hadagon	Mission effectuée

III-2- 5- PERSPECTIVES

La reprise des activités dans les AMASCO est un acte salvateur au bénéfice des communautés vulnérables. Au cours des 9 mois qui se sont écoulés après le démarrage du projet, un engouement d'adhésion a été constaté au niveau des populations. Ce fait présage d'un avenir certain pour les structures qui sont actuellement appuyées par UniverSud-Liège. Certes, des efforts énormes sont encore à consentir en vue d'une totale adhésion à la philosophie de l'auto prise en charge des soins de santé primaires par les populations à la base. Avec la mise en place des micros crédits, le succès du projet d'appui aux AMASCO ne peut que aboutir sur des résultats encourageants. Toutefois, des mesures de surveillance doivent être prises afin de prévenir certains cas d'échec plus dramatiques que ce que les AMASCO avaient connu avant le démarrage du projet.

Vu le niveau d'évolution des AMASCO après 9 mois de mise en œuvre du projet d'appui aux AMASCO, nous pouvons retenir que ces structures mutualistes ont une perspective assez rassurante. Les quatre sessions de formation qui ont été organisées ont, à coup sûr, renforcé les capacités des intervenants aussi bien au niveau du CBDIBA qu'au niveau des communautés. Sur 24 activités prévues, 21 ont été exécutées soit un taux de réalisation de 87,50%. Il convient de souligner ici que la non exécution des 3 activités restantes est essentiellement due au retard de 6 mois que nous avons observé dans la mise en place des crédits au profit des adhérents. A vrai dire, cette situation crée déjà au niveau de certains adhérents un état de réticence préjudiciable à l'atteinte des objectifs si des mesures urgentes ne sont pas prises afin de permettre aux adhérents de développer des AGR le plus tôt

possible. En réalité, la période qui devrait permettre aux adhérents de tirer le maximum de profit dans l'exercice des AGR couvre normalement le mois de Novembre et de Décembre, c'est-à-dire la période d'avant les fêtes de fin d'année. Il serait alors judicieux d'effectuer la mise en place des crédits le plus tôt possible afin de permettre aux adhérents de bénéficier réellement des crédits qui leur sera accordés.

III-3 LE PROGRAMME POUR DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE APPUYEES ET RENFORCEES (OSCAR).

Depuis quelques années, les organisations de la société civile au Bénin se sont illustrées à travers leur implication active dans le processus de développement, de consolidation d'un Etat de droit et de renforcement de la démocratie.

Cependant, leurs ardeurs se trouvent de plus en plus émoussés par certaines difficultés liées à la précarité des moyens, le faible niveau d'organisation et le défaut d'une assistance de la part des pouvoirs publics.

Dans le but de surmonter ces difficultés et contribuer à une meilleure prise en compte des acteurs non étatiques (ANE) dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement dans les secteurs de la vie économique et social au Bénin, il a été mis en place le Programme OSCAR.

Ce programme en cours d'exécution a prévu dans son dispositif institutionnel, la création dans chaque département d'un Point d'Appui Local (PAL) pour servir d'interface entre le Centre de Ressources national et les OSC à la base.

Dans les départements du Zou/collines, le PAL abrité par le Centre Béninois Pour le Développement des Initiatives à la Base (CBDIBA) situé à Bohicon a commencé ces activités en octobre 2007 conformément à son cahier des charges.

III-3- 1 Point des activités menées

Activités Programmées	Etat de réalisation	Résultats Obtenus	Observation
Aménager les locaux devant abriter le PAL et le	réalisé	Le point d'appui local	

centre de documentation.		dispose d'un local et d'une bibliothèque	
Echanger avec le personnel mobilisé dans le cadre du Programme.	réalisé	Les intervenants du programme sont assez informés sur son contenu.	Une séance de présentation du programme a été organisée
S'informer à l'UGP /OSCAR et au CNR sur les dispositions à prendre dans le cadre de la mise en œuvre du programme	réalisé	Deux séances d'information ont lieu avec l'UGP et le CRN pour mise à niveau de l'expert.	
Rencontrer les autorités Politico administratives afin de les informer de la mise en œuvre du programme.	Réalisé	Des audiences ont été effectuées auprès du Préfet et du directeur départemental de la promotion des OSC.	
Rencontrer quelques OSC afin de les Informer de la mise œuvre du programme OSCAR dans le département et surtout de l'existence du PAL	réalisé	62 OSC ont été rencontrées et informée du lancement du point d'appui local	

Organiser le lancement Officiellement du PAL	réalisé	La cérémonie de lancement du PAL a eu lieu au CBDIBA le 14 Novembre 2007 et a mobilisé d'éminentes personnalités	
Organiser une séance d'information à l'intention des OSC	réalisé		
Organiser le lancement du programme dans les collines	Pas réalisé		Les dispositions sont prises pour effectuer le lancement au cours de la période de décembre 2007 à janvier 2008.
Organiser des émissions radiophoniques de propagande sur des radios de grande écoute dans le département.	En cours de réalisation		Les contacts sont pris avec les radios ciblées par l'agence de communication Ghélou et les émissions sont planifiées pour le mois de décembre.

III-3- 2 ANA LYSE ET COMMENTAIRE DES ACTIVITES MENEES

Les activités menées au cours de ces deux mois ont permis d'asseoir le programme dans le Départements du Zou/ Collines et surtout Impulser au niveau des OSC un dynamisme devant favoriser réellement leur réussite.

Dans le cadre de l'ouverture du Point d'Appui Local (PAL), nous avons procédé à une information préalable des acteurs à travers des rencontres informelles avec les

autorités préfectorales, le Directeur Départementale de la Promotion des Organisations de la société civile et certaines organisations que nous avons ciblé à partir du répertoire des OSC rendu disponible par le CPA-ONG. Cette étape vise à présenter le programme OSCAR, expliquer la mission du PAL dans le département ainsi que l'opportunité que cela présente pour les OSC.



Au cours de ce travail de terrain, nous avons découvert l'existence d'une structure intervenant dans le cadre d'un programme similaire à OSCAR. Il s'agit du Pro DOSC qui est un programme d'appui à la démocratie par l'appui aux organisations de la société civile financé par la **ded**. Les échanges avec cette structure ont tourné autour des différents mécanismes possibles à mettre en place pour ne pas évoluer isolément, mutualiser les efforts dans la mesure où nous agissons sur une même cible. Dans ce sens, il est souhaité que les structures dirigeantes des deux programmes au niveau national entrent en contact pour discuter des différentes modalités de partenariat afin qu'un cadre formel soit défini pour le travail conjoint des démembrements au niveau départemental.

Dès échanges menés avec les OSC rencontrées, il ressort clairement que, l'avènement du programme OSCAR est une aubaine puisqu'à travers le PAL, des informations pourront parvenir aux OSC situées à l'intérieur du Pays. Aussi ont-elles évoqué la possibilité ainsi offerte aux OSC de recourir au PAL pour des appuis

éventuels en vue d'accroître leur possibilité de captage de ressources pour la mise en œuvre de leurs activités.

III-3- 3 DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

- **Difficultés rencontrées**

A cette étape de réalisation de la mission à nous assignée, des difficultés énormes ne sont pas encore manifestées.

Cependant, il convient de souligner que l'expert animateur est souvent confronté à certains problèmes logistiques :

Par exemple pour les séances d'information des OSC il conviendrait de prendre en charge le déplacement et la restauration des participants ; mais aucune ligne budgétaire ne prend tout cela en compte. Ce problème se pose avec acuité et nous voudrions bien inviter les responsables au niveau national à réfléchir à la question afin que solution soit trouvée pour faciliter la mobilisation des OSC dans le cadre de notre mission.

Aussi, il faudra noter que le CRN n'a pu mettre encore à notre disposition beaucoup de documents pour renforcer la gamme disponible afin de faire de notre centre de documentation un centre digne du nom.

Enfin nous noterons ici Le déficit d'informations et de partages d'expériences entre les différents PAL.

- **Recommandations**

Nos recommandations pour l'heure s'adressent à l'unité de gestion du programme et au CRN et se résument comme suit :

- Organisation des missions de suivi des activités des PAL
- Organisation des séminaires de renforcement de capacité des animateurs des PAL sur le Fond Européen de Développement (Procédure – canevas de soumission – critères de sélection – exigence pour les OSC etc.) ; cela nous rendra plus apte à accompagner les OSC à produire des dossiers éligibles dans le cadre du FED.
- Définir un cadre formel de coopération avec le ProDOSC pour faciliter la collaboration sur le terrain.

- Mettre à la disposition des PAL des documents pour alimenter les rayons du centre de documentation.
- Appuyer les PAL dans la confection des rayons pour les bibliothèques.
- Organiser des rencontres périodiques entre les PAL pour échange d'expériences afin de faciliter la résolution des problèmes qui se posent à eux.

III-3- 4 IMPACT DES ACTIONS MENEES SUR LES OSC

Les organisations de la société civiles béninoises ont généralement besoin d'assistance dans la mise en œuvre de leurs activités. Dans ce sens, l'installation du PAL constitue une opportunité pour les OSC dans la mesure où ils ont désormais un interlocuteur sur le terrain.

Depuis son installation, le PAL est sollicité pour des informations diverses et surtout pour l'appui en matière de mise en place des cadres de concertation. Pour certains responsables d'OSC, l'avènement du programme OSCAR est salubre et pourra leur permettre de bénéficier d'appui technique et financier pour la mise en œuvre de leurs activités.

Les différentes sollicitations déjà enregistrées au PAL constituent pour nous un indicateur de la réussite de ce programme.

III-3- 5 LEÇON A TIRER

Le programme OSCAR a fait naître l'espoir au niveau des OSC, ce qui montre que les OSC au Bénin ont réellement besoin de ressources pour accroître leurs potentialités afin de rendre plus efficace leurs interventions pour le bien de nos communautés.

Cependant, l'inquiétude qui trotte dans notre tête est liée à la possibilité pour les OSC de voir leurs ardeurs émoussées si, malgré leur implication active, leur engouement pour le programme, leur volonté de regroupement, elles n'arrivent pas à obtenir des financements.

Il faudra alors que par un quelconque aménagement des choses, un mécanisme soit mis en place pour réfléchir à la situation afin d'ouvrir la possibilité d'autres sources de financement en dehors du FED. Pour y arriver, le CRN peut rentrer en contact avec les institutions nationales et internationale afin d'obtenir des possibilités de financement de projets pour le compte des OSC.

Cette première phase qui s'achève donne l'impulsion pour la deuxième qui sera consacrée exclusivement aux activités de la phase active notamment l'information le regroupement et l'appui technique aux OSC.

III- 4- PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA FERME-ECOLE ET D'APPUI DES ACTIVITES DE FORMATION ET D'INSTALLATION DES JEUNES AGRICULTEURS SUR LA FERME-ECOLE DE WILLI.

A travers la ferme-école de willi, le CBDIBA s'est engagé depuis des années dans une dynamique : **rendre notre agriculture et notre élevage performants par la production, la recherche et la diffusion permanentes des espèces améliorées.**

C'est donc en droite ligne de cette orientation fondamentale des activités ont été menées sur la ferme-école de willi conformément au projet mis en place avec les jeunes agriculteurs luxembourgeois.

CHANGEMENTS AU NIVEAU DU CADRE LOGIQUE ET IMPACTS

Certains évènements conjoncturels ont induit des modifications importantes dans le cadre logique du projet. Ainsi plusieurs activités concourant à l'atteinte du résultat intermédiaire 1 à savoir : *Capacité de production de la ferme augmentée*, ont été revue.

Pour l'activité 1.1 *Mettre à disposition les infrastructures nécessaires* :

- **La porcherie** prévue n'a pas été construite car en début d'année 2006 on a noté la résurgence de la peste porcine africaine (PPA) dans certains foyers du sud du Bénin ce qui exposait l'élevage des porcins à de nouveaux risques en plus de celui de la trypanosomiase causée par les mouches tsé-tsé qui persistent dans la région malgré la lutte menée par les services vétérinaires nationaux. Lors de la conception du projet nous avons espéré que cette lutte porterait ses fruits rapidement et permettrait un élevage sécurisé des porcins. En conséquence l'élevage **d'ovins et de caprins** a été proposé dans le cadre logique actualisé en remplacement de l'élevage des porcins à partir de l'année 2007. Cette proposition a été acceptée et est actuellement mise en œuvre sur la ferme.
- **Le raccordement de la Ferme école au réseau électrique** n'a pu se faire en raison d'une nouvelle réglementation de la société béninoise d'énergie électrique qui n'autorise plus les raccordements de plus d'1 km de ses propres installations sécurisées (5 poteaux électriques conformes et ouverture de voie définitive). Ce nouvel élément a conduit

à un blocage des activités de raccordement de la Ferme-école au réseau électrique de la SBEE malgré toutes les démarches entreprises pour dénouer la situation. Ceci a conduit à revoir l'activité pour atteindre les objectifs - d'approvisionnement en énergie de la Ferme-école en adoptant une **nouvelle solution** qui consiste en la mise en place d'un **générateur électrique alimenté au Gas-oil**. Ce générateur a donc une double fonction : celle de l'alimentation électrique (comme il a été précédemment dit) et celle d'instrument de fabrication de provende. En effet, pour des soucis de faire des économies sur l'alimentation des animaux notamment l'achat de provende, le générateur est utilisé pour la fabrication de provende.

Pour l'activité 1.3 *Augmenter le cheptel de reproduction* :

- **L'élevage de porcin** n'a pu être démarré en raison des difficultés évoquées ci-dessus (Peste porcine et trypanosomiase). Cette activité est prévue dans le cadre logique actualisé pour être remplacée par l'élevage des ovins qui a commencé en Août 2007.
- **L'élevage des coquelets (volaille)** à été **retardé** du fait de l'épidémie de la **grippe aviaire** qui a touché les pays voisins du Bénin et qui exposait tout élevage de poulets (coquelets, chairs ou pondeuses) à des risques de contamination et à des refus de consommation du marché. Cette activité a été donc provisoirement suspendue en attendant la fin de l'épidémie. Pour des raisons d'apprentissage des stagiaires, une bande de 200 poulets locaux a été conduite en engraissement dans un système d'élevage traditionnel amélioré.

Impact des changements sur la suite du projet

- Les changements intervenus au niveau des activités de production (production porcine et non-démarrage de l'élevage des coquelets) ont eu des incidences évidentes sur l'atteinte des résultats attendus, notamment en ce qui concerne la contribution de ces activités de production aux recettes et à l'équilibre financier de la ferme-école. L'incidence de ces perturbations a pu être corrigée avec la mise en œuvre de l'élevage d'ovins et la reprise des activités de production de poulets locaux à partir de 2007.
- Le remplacement du raccordement de la SBEE par un générateur électrique alimentée au gas-oil a un impact non négligeable sur les charges d'électricité. En effet, l'alimentation de la ferme en électricité par générateur a coûté plus cher que l'énergie obtenue à la SBEE. Ce qui oblige pour le déroulement du projet à une réduction du temps d'allumage du générateur en vue de faire quelques économies.

III- 4-1 POINT DES ACTYIVITES REALISEES

- Infrastructures

Activités programmées	Etat de réalisation	Résultat	Observation
Construction d'une salle de formation	réalisé	1) La salle de formation initialement prévue était de 48m ² mais ces dimensions se sont avérées insuffisantes pour une salle de formation de 30 places. Une augmentation de 16m ² et l'ajout d'une véranda de 16m ² ont été opérés ramenant ainsi la surface couverte de la salle de formation à 80m ²	
1) Construction de deux dortoirs	Partiellement réalisé	Un seul dortoir était prévu initialement dans le projet mais la nécessité de séparer les femmes des hommes a conduit à l'agrandissement des dimensions du bâtiment et à la séparation du bloc en deux salles. Deux fenêtres supplémentaires ont été ajoutées et 42 placards individuels destinés au rangement des effets personnels des stagiaires ont été ajoutés	

2) Construction d'un réfectoire	réalisé	2) réfectoire réalisé selon les dimensions prévues	
3) Construction d'une cuisine	réalisé	3) Cuisine construite selon les dimensions retenues mais révèle apparemment un peu petite et nécessitera pour être efficace la construction d'un hangar extérieur	
4) Construction de trois citernes	réalisé	4) Une seule citerne de 120m ³ avait été prévue mais l'instabilité du sol (couche d'argile) après 7m de profondeur a obligé à arrêter à 7m et obtenir 87m ³ et donc à construire deux citernes supplémentaires en vue de recueillir le maximum d'eau de pluie d'autant plus que de nouveaux bâtiments ont été construits et que les délais de construction d'un château et d'un puits ne pouvaient pas permettre le démarrage rapide de la formation.	
5) Construction de douche-	réalisé	Selon le plan initial la fosse septique	

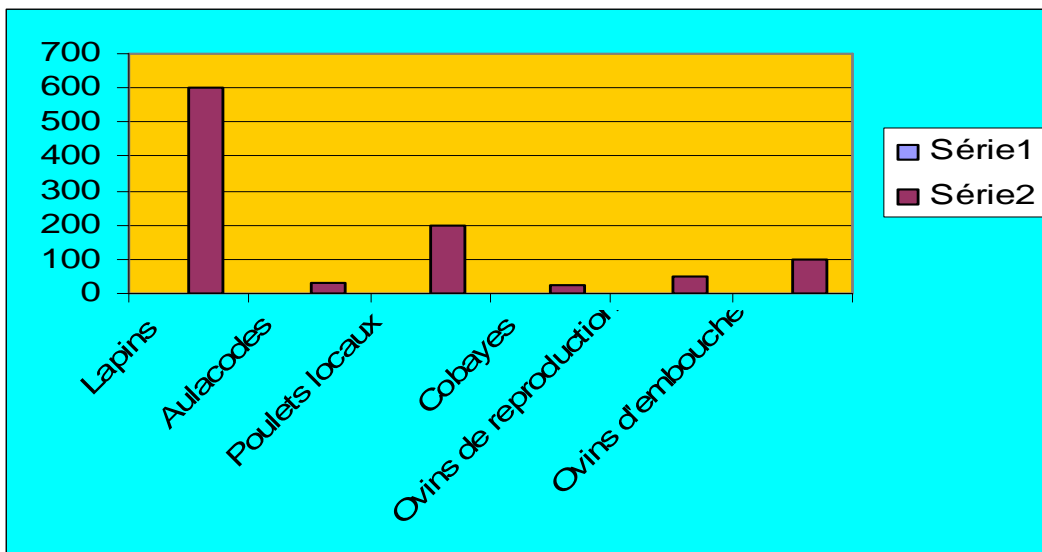
WC		nécessitera des vidanges fréquentes ce qui coûtera cher à la ferme école. Nous avons préféré agrandir la fosse afin de limiter les vidanges et profiter de cet agrandissement de la fosse pour agrandir les dimensions du bâtiment en dessus et permettre du même coup d'ajouter de nouvelles cabines douches-wc et de séparer les cabines des hommes de celles des femmes afin de préserver	
----	--	--	--

- **Augmenter le cheptel de reproduction**

Sous-activités	Niveau de réalisation	commentaires
Achat reproduction cobayes	100%	Achat de mâles et 6 femelles. A présents le nombre de cobayes s'élève a 22
Elevage de volaille en reproduction	100%	Achat de 15 poules et 2 coqs géniteurs et 6 œufs de pintades. De nos jours après la reproduction il en résulte 15 poules+ 2coqs + 18 poulet + 8 pintades
Elevage ovin de reproduction	100%	Achat de 50 ovins de reproduction dont 1,2 agneaux attendus par femelles par an. Actuellement 40 ovins sont en état de gestation.
Achat d'ovins d'embouche	100%	100 ovins d'embouche ont été achetés



Représentation des animaux élevés sur la ferme



- **FORMATION DE JEUNES AGRICULTEURS**

Activité 1.4 Former le personnel

Cette activité a été organisée en 2007 et a permis de renforcer les capacités du personnel de la ferme sur des thématiques retenues dans le document de projet. Des stages pratiques en gestion de ferme ont été également organisés à l'intention des agents de la ferme.

Activité 1.5 Prendre en charge les frais de fonctionnement.

Pour cette activité le salaire du personnel de même que les charges sociales afférentes sont assurées depuis avril 2006. Par ailleurs les frais de fonctionnement liés aux déplacements du personnel (carburant) et à la remise en état de deux motos ont été assurées.

Activité 2.1 Elaboration des programmes de formation des stagiaires

Cette activité a été réalisée en tenant compte des besoins d'apprentissage des jeunes agriculteurs. Nous avons bénéficié de l'appui de la Direction de la communication agricole et de la formation (DICAF) du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP). Son intervention a été très utile puisqu'elle a permis de capitaliser les expériences du ministère dans le cadre de plusieurs programmes similaires.

Activité 2.2 Identification et sélection des formateurs

Sur la base des thèmes à développer les profils de formateurs ont été définis. Des formateurs ont été identifiés et entretenus sur les objectifs de la formation. Par la suite une sélection des formateurs a été faite pour dispenser les différents contenus de la formation des jeunes agriculteurs de la première promotion. Des supports de cours et des contenus des thèmes ont été ensuite proposés par les formateurs puis validés par les responsables du CBDIBA.

Activité 2.3 Identification et sélection des stagiaires

Elle a été réalisée conjointement par le CBDIBA et le Ministère sur la base des dossiers et des enquêtes de terrain dans les villages d'origine des candidats,

suite à l'appel à candidature radio diffusée selon les critères retenus de commun accord avec le Ministère. La recommandation spéciale du ministère sur les critères de choix des candidats est **la préférence à donner aux jeunes déscolarisés qui sont déjà dans l'activité agricole, qui résident vraiment dans le milieu rural et qui ont besoin que leurs capacités soient renforcées**. Plutôt que des jeunes tout venant qui ne résident pas encore dans le milieu rural et qui ne pratiquent pas encore l'activité agricole et qui risquent d'être uniquement attirés par l'appui financier du projet et ne s'installeront pas par la suite, hypothéquant ainsi les résultats du projet.

Activité 2.4 Réaliser des sessions de formation

En 30 jours x 3 sessions de formation ont permis de former.

1^{ère} promotion (Octobre-Novembre 2006) 35 apprenants

2^{ème} promotion (Juin – Juillet 2007) 32 apprenants

3^{ème} promotion (Octobre – Novembre 2007) 28 apprenants.

Soit au total 95 jeunes agriculteurs formés sur 90 initialement prévus. Ce dépassement s'explique d'une part par l'engouement qu'avaient l'action au niveau des jeunes agriculteurs à travers les sollicitations diverses de ces derniers.

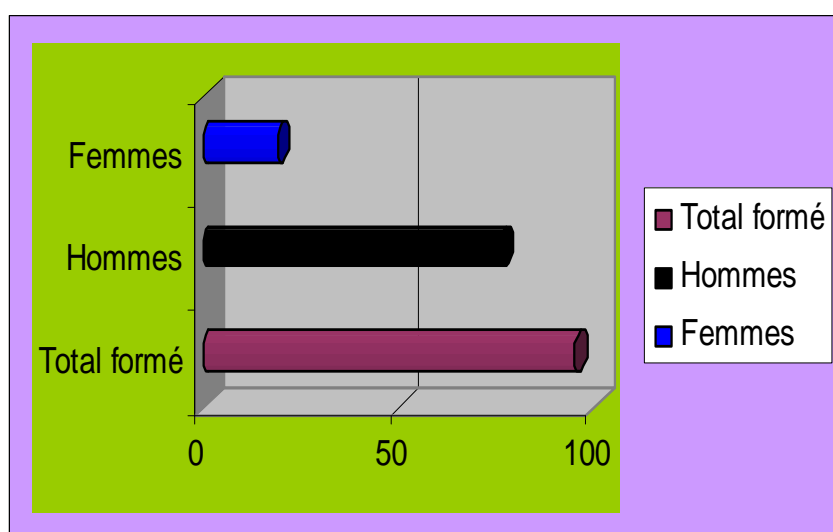
Dans le cadre de cette formation, des ateliers d'apprentissage spécifiques ont été mis en place pour permettre aux stagiaires d'appliquer les enseignements théoriques. Il s'agit notamment:

- de deux parcelles de maïs à haut rendement le QPM pour l'alimentation humaine et le maïs Jaune à usage d'alimentation animale ;
- d'un ha de variétés à haut rendement de manioc (RB et BEN),
- d'une parcelle maraîchère de production de piment, poivron, aubergine, haricot vert, concombre et courgette en culture pluviale,
- d'une bande de 200 poulets locaux en élevage amélioré.

Par ailleurs, des outillages ont été acquis et mis à la disposition des stagiaires de même que des intrants pour assurer le bon fonctionnement de ces ateliers d'apprentissage.

POINT DES STAGIAIRES FORMES POUR LES 3 PROMOTIONS PAR GENRE

Nombre Total	Hommes	Femmes
95	76 (80%)	19 (20%)



- SUIVI DES STAGIAIRES

Une équipe du CBDIBA composée du Responsable Suivi Evaluation et du Coordonnateur Ferme du CBDIBA ont effectué une mission de suivi dans les installations des jeunes agriculteurs de la 2^{ème} promotion bénéficiaires d'appuis.

Cette mission s'inscrit dans le cadre des suivis programmés ou inopinés des réalisations accomplies par les intéressés en vue d'y faire des analyses diagnostiques renouvelées d'une part et de leur apporter des conseils techniques améliorée d'autre part dans le souci de les amener à aboutir au développement réel de leurs exploitations.

Pour permettre aux jeunes agriculteurs de pouvoir réaliser les objectifs fixés et garantir un taux de succès élevé, il leur a été octroyé des appuis sous forme de prêt avec intérêt de 6% l'an et des différés très adaptés allant de six mois à un an et des périodes de remboursement s'étalant jusqu'à 36 mois selon les projets soumis. Les montants des crédits varient entre 200.000 à 550.000Francs CFA.

Remise symbolique de matériels à un jeune agriculteur formé dans le cadre de l'appui à l'installation



Il faut préciser ici qu'en accord avec le promoteur et le fournisseur les équipements qui sont couverts par une partie du crédit sollicité matériel agricole soumis à disposition en nature pour éviter le détournement des crédits par d'autre.

Dans chacun des villages programmés, l'équipe à visité les différentes réalisations des promoteurs suivant le tableau ci-dessous.

Niveau de réalisation

N°	Situation des réalisations	Nombre	Pourcentage
1	Promoteurs formés	32	
	Promoteurs installés	31	
2	Visites programmées	31	100
3	Promoteurs ayant réalisé leur micro - projets et présents sur leur exploitation lors de la visite	26	83,87
4	Promoteurs que l'équipe n'a pas pu rencontré mais qui ont réalisé leur projet	5	16,13

Jeune agriculteur ayant bénéficié de l'appui du projet pour son installation (élevage de lapin)



Situation des réalisations par tranche d'activités

N°	Option	Nombre	Pourcentage
1	Production végétale		
	- Plants agrumes	1	22,58%
	- Bananeraie	3	
	- Soja	2	
	- Maraîchage	1	
2	Production animale		
	- Ovins	3	
	- Lapin	7	

- Aulacodes	2	74,32%
- Porcs	2	
- Caprins	10	
Total	31	100%

Constats

- 1- Sur les 31 promoteurs visités, tous ont installé leurs projets dont 7 en production végétale et 24 en production animale, soit 22,58% en production végétale et 74,32% en production animale ;
- 2- Les documents de gestion des exploitations sont tenus par les jeunes agriculteurs;
- 3- Inexistence de calendrier agricole et / ou de suivi sanitaire au niveau de 2 jeunes agriculteurs.

Recommandations

Il a été vivement recommandé aux jeunes agriculteurs que :

- Les jeunes agriculteurs poursuivent résolument la tenue de leurs documents de gestion;
- Un calendrier agricole soit élaboré et respecté par les jeunes agriculteurs qui se trouvent dans le cas.

La mission de supervision a également profité de l'occasion pour prodiguer quelques conseils de bonne gestion aux jeunes agriculteurs.

De manière générale, les exploitations (animales et végétales) conduites par les jeunes agriculteurs se portent bien et on peut affirmer d'ores et déjà que les résultats escomptés dans ce cadre sont atteints.

• Gestion du projet

Sous-activités	Niveau de réalisation	Commentaires
Assigner et /ou recruter les personnes	100%	Dans ce cadre et à la suite du départ de l'ancien responsable de la ferme, il a été

appropriées		procédé au recrutement d'un nouveau coordonnateur pour la ferme-école. Celui-ci est un agro-écologiste ayant des expériences à la fois dans le domaine de la conduites des exploitations agricoles que dans celui de la conduite des programmes de formation en agriculture. Il a pris service à partir du 3 Janvier 2008.
Documenter et rédiger régulièrement des rapports d'avancement		Des rapports semestriels et intérimaires du projet sont régulièrement transmis au partenaire
Gérer les demandes d'inscription	100%	Les candidatures des stagiaires sont reçues au fur et à mesure et sont compilées en attendant la prochaine promotion. Dans cette optique des formulaires de candidatures sont confectionnés et mis à la disposition des demandeurs au secrétariat du CBDIBA et dans les antennes du CBDIBA dans les différentes régions du Bénin.

Dynamique

- Les activités de formation à la Ferme –école ont créé une synergie entre les efforts déployés dans ce secteur formation et ceux consentis pour les activités de production. En effet pour les besoins de travaux pratiques des stagiaires, des ateliers de productions végétales (parcelles de démonstration de maïs à haut rendement et de riz pluvial NERICA, champ de manioc de 1 ha de parcelle, 0,2 ha de papaye solo, un périmètre de cultures maraîchères 400m²), et de production animale (poulets locaux, lapins, aulacodes, Ovins, champ fourrager 400m²) ont été installés et contribuent désormais au développement des activités économiques de la Ferme école.
- L'installation et la mise en service d'une source d'énergie électrique ont permis de renforcer la sécurité des installations et du patrimoine de la ferme école pendant la nuit.
- Par ailleurs les nouvelles citernes construites dans le cadre des infrastructures de formation ont augmenté sensiblement la disponibilité en eau de la ferme et sécurisent ainsi les activités de production notamment les élevages qui par le passé souffraient beaucoup du manque d'eau en saison sèche et soumettait la ferme à des dépenses exorbitantes d'achat d'eau.
- Une autre forme de synergie se retrouve entre les activités de production animales et celles végétales. Ainsi les déjections issues des différents élevages sont régulièrement utilisées pour fertiliser les

parcelles de cultures maraîchères et autres de même que les produits et sous produits issus de la production végétale (grains et fanes de maïs, racines, épluchures, tiges et feuilles de manioc) servent à l'alimentation du bétail.

Quelques enseignements tirés du déroulement du projet

- La mise en œuvre du projet a permis d'avoir des changements significatifs au niveau de la ferme. En effet, la réalisation des infrastructures a donné un nouveau visage à la ferme école au point d'attirer l'attention des autorités du ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, qui ont manifesté le désir d'appuyer le CBDIBA à transformer la Ferme école en un véritable centre de formation rural ;
- Les activités d'élevage de lapins sont très développées et méritent d'être poursuivies pour une autonomie financière à terme de la ferme;
- La conduite des trois promotions de stagiaires a révélé la nécessité de diversifier les ateliers de production pour faciliter les travaux pratiques et prendre en compte les centres d'intérêts de plusieurs stagiaires ;
- Prenant en compte les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de certaines activités d'élevage, il serait souhaitable qu'à l'avenir une certaine souplesse soit envisagée dans les réaménagements concernant les activités de production en vue de garantir la réactivité indispensable à la mise en œuvre de ce type d'activité pour lesquels des facteurs déterminants et très fluctuants comme le marché, le climat, les maladies et autres peuvent induire des modifications rapides de stratégies de la part des responsables chargés de l'exécution ;
- Le projet a apporté un appui indéfectible aux jeunes agriculteurs quant à leur installation, la création d'emploi durable et contribue à la réduction de la pauvreté en milieu rural ;
- Les suivis-appuis apportés aux jeunes agriculteurs ont permis de s'assurer de l'effectivité des activités conduites par ces derniers et de leur apporter des conseils techniques et pratiques pour la réussite de leurs exploitations.

CONCLUSION

L'objectif de former et d'appuyer à l'installation de 90 jeunes agriculteurs a été réalisé au cours de cette année 2007. La mission de suivi, réalisée au cours des mois d'octobre à novembre, a révélé des motifs réels de satisfactions en ce qui concerne le développement de ces micro-entreprises.

La diversification des activités au niveau de la ferme s'est renforcée avec l'introduction de la cuniculture et l'installation d'un élevage reproducteur ovin à partir de sujets sélectionnés en provenance du Centre National Ovin de Bétékoukou.

La ferme a vu son capital sensiblement accru au cours de cette même année avec de multiples réalisations dont notamment, la construction de 5 citernes. Les ressources humaines de la ferme ont aussi été renforcées avec l'organisation au profit de plusieurs agents, de stages de renforcement de capacités en matière de gestion d'élevage.

Riche de l'expérience qui est aujourd'hui la sienne en matière de formation et qui, par ailleurs, retient de plus en plus l'attention des autorités du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) du Bénin, la ferme-école de Willy est dans une phase de réorganisation, sous la direction d'un nouveau leadership, pour optimiser le potentiel de production important qui la caractérise.

L'année 2008 est placée sous le signe de la réalisation effective de l'autonomie financière de la ferme et du renforcement des actions de formation et d'encadrement pour un développement agricole du Bénin et la réduction de la pauvreté.